



Contribution de Christian DAVIAS

christian.davias@orange.fr

Considérations sur les quartiers "perdus"

J'écoutais récemment les propos de Samia Ghali, élue de Marseille, devant les journalistes de la chaîne Public Sénat.

La description qu'elle faisait, de ce qu'est la vie quotidienne dans les cités des quartiers nord de Marseille, était si réaliste, si détaillée que ce désespéré appel à agir ne pouvait laisser indifférent.

Comment en est-on arrivé à cette situation ? Que faire ? Quelles sont les mesures à prendre pour éviter que des Métropoles comme Nantes se retrouvent dans la même situation ?

À Marseille, comme dans quelques autres agglomérations, certains quartiers sont aux mains des trafiquants de toutes sortes, et notamment de drogue. La mainmise est telle que le pouvoir républicain a laissé place à celui des cartels et des dealers. Les réseaux de trafiquants assument les principales fonctions qui rythment la vie de ces territoires : maintien de leur ordre, distribution du travail dans leurs filières, et même actions sociales en finançant des salles de jeux et des équipements de sport. Il faut ajouter à ce tableau l'emprise d'un Islam radical ainsi que des conflits d'ordre ethnique ou de rivalités de territoires.

Dans ces conditions extrêmes, il ne s'agit plus d'assurer le retour de la République par la présence d'une police de proximité qui se trouverait elle-même en danger, mais par une véritable reconquête de ces quartiers.

Une telle action demande des moyens qui dépassent de beaucoup quelques effectifs de police, quelques réhabilitations de logements et quelques créations de lieux sociaux. À mon avis, il faudrait détruire les réseaux de trafiquants, assurer dans un premier temps un maillage militaro-policier, ouvrir des centres de formation, faire respecter l'obligation scolaire, assurer l'encadrement des jeunes hors scolarisation... C'est une entreprise immense et de longue haleine, qui ne se ferait pas sans "bavures".

Ce n'est qu'une fois les conditions de vie apaisées que les urbanistes et les collectivités devront penser à la destruction de ces cités dans un but de requalification, de suppression des ghettos, et de mixité ethnique et sociale, non plus simplement à l'échelle d'un quartier, mais à celle d'une région.

Plus les années passent et plus il sera difficile d'agir. Comment imaginer une telle intervention dans le contexte social de notre pays, où le gouvernement se refuse à déloger une poignée de squatters sur le site du futur aéroport ? Mais comment imaginer que des portions de la France échappent aux lois de la République ?

À Nantes, bien que le contexte ne soit pas de l'ampleur de celui évoqué, ayons le courage de prendre en compte la réalité de certains quartiers. Pour ne parler que de Malakoff que je fréquente plus souvent, il existe une instabilité qui perdure malgré les efforts de réhabilitation. La place Rosa Parks n'assume pas son rôle de transition entre ce quartier populaire et le Nantes nouveau du mail Picasso. La superette a dû fermer, des groupes de désœuvrés occupent les lieux et l'émergence de trafiques est palpable. J. Rolland ne visait certainement pas ce type de fréquentation des lieux publics en souhaitant lors de l'inauguration de la place, que les habitants se l'approprient.

Il faut en finir avec ces concentrations ethniques et sociales. La politique de logements sociaux devrait se définir sur un territoire important mais cohérent, en tenant compte des bassins d'emplois et des moyens de déplacement. C'est pourquoi la région me paraît une échelle pertinente.

N'est-il pas opportun de saisir la maladroite approche gouvernementale sur l'action des bailleurs sociaux, pour engager une réflexion de fond sur le sujet ?